

***PROSPER***

**abolir les profits monétaires**  
**abolir l'usage de l'argent**

# ***ARGUMENTAIRE***

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

*On ne guérit pas de l'alcool en buvant  
ni du tabac en fumant*

**Comment guérir une société  
une économie  
des nations  
une planète  
malades des profits monétaires ?**

***en abolissant l'usage de l'argent***

---

*c'est désormais faisable,*  
plus faisable que de continuer comme maintenant !

Premier état d'un argumentaire destiné à instaurer une société sans argent. Il se présente comme un meuble à quatre tiroirs.

Dans le premier ont été rassemblées les premières questions qui viennent (souvent accompagnées d'un index vrillé sur la tempe !).

Dans le second, des questions relatives aux conditions de passage à une économie où l'usage de l'argent ne s'impose plus (la transition).

Dans le troisième des objections majeures ou des questions provoquées par les réponses apportées aux niveaux précédents.

Dans chacun de ces tiroirs, les questions et les réponses arrivent en premier.

Suivent, *en italique et en couleur*, des commentaires aux réponses données. Ils précisent les principes et les conséquences pratiques de l'abolition de l'argent et les impasses du système actuel, et des renvois à des sujets dont l'approche sera profondément transformé par l'abolition de la monnaie.

Ces renvois (☞) sont regroupés dans un quatrième « tiroir » sous forme de **Lexique**.

« Hors questionnement », nous avons ajouté dans chacun des tiroirs trois essais mûris par une longue fréquentation du thème du « don ». Ils recadrent la vision d'ensemble mais ne sont nullement des préalables à une mise en ondes politique d'une société sans argent.

### **Mode d'emploi**

*Nous conseillons de commencer par une lecture des questions et des réponses aux trois niveaux (textes en noir), et de rouvrir ensuite chaque tiroir pour prendre connaissance des commentaires (en violet). Enfin de consulter les notes rassemblées dans le Lexique.*

*L'ensemble constitue un premier socle argumentaire auquel de nouvelles questions et réponses viendront s'ajouter. La mise en ondes pratiques - et politiques - en sera, pensons-nous, facilitée.*

Les questions ont été posées par les lecteurs de **PROSPER** et du site *prosperdis.org*, ou lors d'invitations à exposer nos hypothèses.

Leur choix, leur rédaction et l'ordre dans lequel nous les présentons visent à éviter de confondre les niveaux de débat. Une foule d'autres questions restent en suspens. Elles feront l'objet de compléments.

sommaire général =>

Novembre 2011  
ci-après

### **I. Questions spontanées**

En quelques mots, abolir l'argent, pourquoi ?  
Comment faire ses courses sans argent ?  
Comment ça se passe pour le logement ?  
Et si je veux avoir une automobile ?  
Et pour la Sécu ?  
Pour les vacances... et pour le travail ?  
Qui ramassera les poubelles, motivation et paresse, organisation du travail ?  
Tout le monde ne peut pas faire n'importe quoi ?  
Qui décide et de quoi ?

Décembre 2011

### **II. Questions relatives à la transition**

Concrètement, on commence par quoi ?  
« Mesures phares »  
Comment réconcilier les opprimés avec leurs oppresseurs ?  
Comment réglez-vous le problème des prisons ?  
Comment opérer la transition entre produire pour exporter et produire le maximum sur place ?  
Comment obliger un pays riche en ressources à les partager ?  
Transition « spirituelle » ou « technique » ?  
Retour sur le problème du logement.  
Comment éviter d'« officialiser » les responsables ?  
Passage du crédit-monnaie au crédit-ressources  
Quelle échelle viser (nationale, mondiale) ?

Janvier 2012  
(provisoire)

### **III. Objections majeures**

L'informatisation des données, jusqu'à quel point ?  
Le recensement de l'ensemble des richesses est impossible  
Votre système est totalitaire et policier par nature.  
Votre projet n'oublie qu'une chose : la nature de l'homme  
Les riches ne se laisseront pas faire !  
Vous n'abolissez pas du tout la concurrence !  
Vous méprisez les « alternatives » actuelles !  
L'économie distributive elle aussi abolit les profits monétaires mais fait toujours usage d'une monnaie. Pourquoi avez-vous cessé de la défendre pour sortir du capitalisme ?

### **lexique**

argent. artificialisation. autorité. banques. bien commun. bricolage. capacités. codes-barres. chômage. comptabilité matière. contrôle social. courses et rallyes auto. création d'entreprises. décroissance. démocratie. défausser (se). dette. don. éducation. expérience. expérimentation. fétichisation. fichage. générosité. Guyau. informatisation des données. logement. majoritarisme. organisation du travail. paradigme monétariste. paresse. papillonnage. propriété. recherche. relocalisation. résidences secondaires. responsabilité. sources. spéculation. travail. travailleur. transparence. transversalité des opérations. usages. usologie. valeurs

chaque « tiroir » sera accompagné du lexique correspondant  
un lexique complet sera publié à part

### **en forme de conclusion**

- usologie et politique
- recherches à poursuivre
- mise en ondes politiques

## questions spontanées

### En quelques mots, abolir l'argent, pourquoi ?

Parce que son usage est nocif et qu'on peut s'en passer !

La preuve de sa nocivité n'est plus à faire. Mais comment s'en passer ? Aujourd'hui c'est possible, sans vivre aux crochets des autres ni revenir à l'autarcie.

Cette preuve nous l'avons tous les jours.

Au moment où nous présentons nos articles à la caisse, les code-barres ne signalent pas seulement le prix à payer. Ils signalent aussi ce qu'il faut renouveler. De nouveaux dispositifs aux performances infiniment supérieures (qui peuvent « charger » jusqu'à 92 milliards d'informations !), les remplaceront bientôt. Ils ne changeront rien au principe du double circuit des prix et des renouvellements.

Offrez-vous l'expérience mentale d'une soudaine panne dans le circuit qui indique les prix. Celui du renouvellement continuera d'enregistrer ce qui « sort ». Vous signerez un reçu et paierez plus tard. Le fournisseur renouvellera autant qu'il le faut. Il se retournera sur ses propres fournisseurs, qui à leur tour...

Et si le circuit des prix était définitivement coupé ?

Si personne ne doit plus rien payer à personne, rien n'empêche le cycle des entrées et sorties matérielle de continuer. Il ne s'arrête que si une rupture d'approvisionnement se produit à un niveau quelconque de la chaîne.

Or, aujourd'hui c'est très souvent que la chaîne de renouvellement s'interrompt ! Vous ne trouvez plus vos articles favoris, le service n'est plus assuré. Ce n'est pas parce que les matières premières manquent ni les travailleurs ! C'est parce qu'un des maillons de la chaîne n'a pas fait assez de profits, que l'entrepreneur ne peut plus emprunter ou que les clients ont la bourse plate. Elle est rompue en raison directe de l'usage de l'argent.

*La liste des méfaits de l'argent s'allonge tous les jours, avec, en parallèle, celle de propositions et d'essais pour y remédier tout en persévérant dans son usage.*

*Parmi les méfaits de l'argent nous placerons donc en tout premier celui de nous faire croire que son usage est indépassable.*

*Nous pouvons aujourd'hui déjà nous passer d'argent. Pas seulement parce que nous avons accès à ce dont nous avons l'usage sans avoir à le payer, grâce à notre jardin par exemple, ou par des détours comme le troc matériel, de services ou les SELS. On peut s'en passer dans tous les cas. Et, compte tenu de ses méfaits, on le doit. Ne pas le faire relève de la non-assistance à personne en danger, aggravée du fait que l'assistant potentiel a les moyens d'agir. Encore faut-il les connaître et les faire savoir. C'est à quoi nous nous employons ici.*

*Abolissez l'argent. Le commerçant et ses fournisseurs n'ont plus besoin de faire des profits pour renouveler les produits. Si la chaîne productive s'interrompt ce sera pour des motifs primaires : parce que les ressources matérielles, énergétiques, les travailleurs, auront manqué. Pas pour des questions de profits.*

*Le risque de voir la chaîne productive se rompre est moindre si on abolit l'argent que si on le conserve. Aujourd'hui déjà, nul besoin d'argent pour avoir accès aux produits. On a seulement besoin - à partir d'un certain volume et de diversités de produits échangés - de tenir une comptabilité « matière ».*

*Dans une économie sans argent, la gestion, la politique, sont entièrement orientées par la recherche, le renouvellement, le partage des ressources réelles. La comptabilité ne prend plus en compte que la matière d'œuvre, l'énergie et les transports. Elle compte écolo. Elle compte spontanément décroissant. Elle n'a pas besoin de prêcher une limitation volontaire et vertueuse. Ni de l'imposer pour des motifs budgétaires. Ce que nous savons déjà faire aujourd'hui malgré tous les chaos et secrets engendrés, entretenus par l'argent, nous le ferons encore mieux en mettant en œuvre et en croisant plein de possibilités qui sont déjà là et se préciseront ou s'inventeront à ce moment-là .*

*En pratique « comment faire », toujours, précède ou donne toute sa force au sentiment qu'on le doit. Les excellentes raisons qu'on a eu d'en finir avec l'obligation d'avoir la même religion que le roi, avec l'esclavage, la féodalité, ou, dans d'autres registres, en vrac : avec la variole, la fièvre puerpérale, les naissances non désirées, le géocentrisme... - ces excellentes raisons n'ont été bien comprises et acceptées qu'à partir du moment où « ce qu'on allait mettre à la place » et qui se mettait en fait déjà en place a été reconnu.*

*Abolir l'argent n'ira pas sans provoquer quelques remous. Mais l'enjeu est d'un tout autre ordre que balayer des tyrannies aux effets localisés. Ne pas abolir l'argent relève du suicide de l'humanité et du meurtre de la planète.*

✠ Guyau (Jean-Marie). argent. paradigme monétariste. spéculation.

### **Comment faire ses courses sans argent !?**

Comme aujourd'hui, et sans devoir attendre au moment de payer !

### **Mais les premiers arrivés vont tout rafler ?**

Aujourd'hui, même dans une grande surface, le soir, certains produits manquent. Ce n'est pas parce qu'ils allaient manquer que les clients en ont pris plus. Ils ont pris ce dont ils avaient l'usage, et il n'y en avait plus le soir. Ils n'ont rien accaparé ou raflé. Il n'y a pas eu de quoi fournir assez ce jour-là.

Quand il s'en aperçoit, le chef de vente s'envoie des claques ou se retourne contre le service qui n'a pas interprété comme il aurait dû les données fournies en temps réel par l'ordinateur. Il en demande plus pour le lendemain, en tenant compte qu'il fait plus chaud, plus froid, ou que des fêtes approchent. Il s'envoie des claques aussi quand il en a commandé trop et que ça reste au-delà des dates de consommation. Ce qui arrive de plus en plus souvent, entre le 20 et le 30 du mois. A cause de l'argent. Des circuits caritatifs spécialisés dans l'assistance aux porte-monnaie vides ramassent les invendus.

Quand ils ne sont pas sûrs d'avoir assez de sous pour terminer le mois, combien font des réserves et bien plus qu'il n'en faut ? Annoncez que le prix du sucre, de la farine ou de l'huile vont augmenter : les clients se précipitent. Pas parce que ça risque de manquer. Parce que leur pouvoir d'achat va diminuer, donc encore pour une question d'argent, et ceux qui en ont assez sont les premiers à en prendre !

*Même chez ceux qui ont le minimum vital, l'argent pousse à faire des réserves, dont beaucoup se perdent, qu'il s'agisse de nourriture (5% selon une étude britannique de 2011) ou de dépôts bancaires que l'inflation dévalue.*

*Dans tous les pays du monde, du fait de l'usage de la monnaie, les grandes surfaces doivent se protéger contre les pillages provoqués par les porte-monnaie et les ventres vides. Passons sur les systèmes de protection ordinaires et extraordinaire, serrures, armes et caméras, et le pillage supplémentaire des ressources auquel cet arsenal donne lieu.*

*L'argent n'a jamais empêché d'accaparer, au contraire ! Les oligarques en ont même fait leur cœur de métier. Voyez comment la Chine accapare les terres rares, comment la Corée achète Madagascar. En Afrique, on expulse tous les jours des villages pour faire du biopétrole. Partout l'accaparement par l'argent sème la terreur.*

*Pour parer aux ardeurs d'accaparement que devrait nécessairement provoquer la possibilité de remplir son caddy sans payer, les premières idées qui viennent gravitent autour d'un contrôle individualisé, jaloux. Vite, des cartes, des bons, des tickets ! **PROSPER**, sans les contredire frontalement, a proposé de distribuer des cartes anonymes à l'entrée du magasin (en insistant sur le fait qu'elles seraient anonymes). Si celle qu'on avait reçue refusait l'accès à un produit, on pouvait demander à n'importe qui s'il y en avait encore sur la sienne...<sup>1</sup>*

*Les fantasmes de surveillance personnelle, ou personnalisée, pour contrôler vos achats, s'expliquent : comment s'exerce aujourd'hui principalement le contrôle social, et plus largement le contrôle économique ? Par l'argent.*

*Placez-vous résolument dans le cadre d'une économie fondée sur les ressources, et donc celui où l'usage de l'argent est aboli. Une seule chose reste à surveiller : la production globale et l'approvisionnement. Pas besoin de vous surveiller, vous, avec une carte à votre nom - et pourquoi pas des tickets comme pendant la guerre !*

*Demain comme aujourd'hui certains prendront davantage de lait ou de fromage que d'autres. Par goût, formé par leur culture, ou besoin physiologique. Mais quelle importance s'il y a assez pour tous ? Ce qui importe c'est une production suffisante. Elle sera rendue moins problématique si la production est relocalisée et la spéculation monétaire abolie.*

*Cette relocalisation est un des tout premiers objectifs de l'abolition de l'argent, nous y reviendrons. Comme nous reviendrons sur le charme qu'exerce la formule « si tout le monde en faisait autant », expression majeure d'une morale mesquine qui épargne de cliquer sur les enjeux monétaires du contrôle social !*

☒ argent. informatisation des données. comptabilité matière. liberté d'entreprise - contrôle social

### **Comment ça se passe pour le logement ?**

La question attend deux réponses. La première concerne l'offre de logement.

Dans une économie sans profits monétaire, cette offre sera plus facilement satisfaite que dans une économie où on ne construit ou ne loue que si ça rapporte. Les logements respecteront les conditions environnementales dès leur conception. Notez que ce souci se met déjà en place mais grève le prix de vente et sélectionne donc les acheteurs. Vous étudierez sérieusement ce qu'on peut faire de mieux en matière de bâtiment pour que ce soit vivable, économique etc. Avoir un appartement dans les beaux quartiers risque de se faire moins attractifs...

La deuxième question porte sur la responsabilité.

Vous n'aurez plus à vous porter propriétaire. Vous serez responsable de votre logement. Vous ferez donc tout ce qu'il faut pour le conserver dans les meilleures conditions et les améliorer. Vous n'attendrez pas la fin du mois pour appeler le plombier. Vous préviendrez à temps des réparations à faire et les copropriétaires ne bloqueront pas parce que c'est cher. Vous organiserez des équipes pour les petits travaux, participerez à des cénacles d'utilisateurs pour améliorer le modèle de logement qu'on vous a livré, à la construction duquel vous aurez d'ailleurs peut-être participé, ou pour que le modèle suivant en tienne tout de suite compte.

*Il y a aujourd'hui largement de quoi en construire, mais à cause de l'argent on construit petitement, mochement, loin de tout. Les loyers ne remboursent pas la mise, les locataires ont la haine du « proprio ». Comme on ne construit plus assez d'immeubles de location, il vous faut donc acheter. Mais pour les appartements ou les pavillons comme pour les appareils ménagers la date de garantie dépasse à peine le moment où de gros travaux seront à faire.*

*De tout temps la responsabilité a été liée à la propriété : il faut surveiller ses bêtes, abattre à temps un arbre, prévoir les tuiles qui tombent, la fuite d'eau chez le voisin...*

---

<sup>1</sup> Proposition rapportée par Abelsohn et Sanders dans *Désobéir à l'Argent* (Le Passager Clandestin 2011).

*Les assurances couvrent les risques de la propriété. Cette responsabilité, aujourd'hui, est de plus en plus couverte par des sous. Elle donc forcément limitée à la quantité de sous que vous avez.*

*L'argent, sur ce terrain comme tant d'autre, va à l'encontre du bien commun.*

☒ propriété. responsabilité

### **Et si je suis propriétaire d'un château du XVe siècle ?**

Si vous avez hérité d'un château XVe et la fierté de « votre » château, tant mieux pour le patrimoine national ! Vous anticiperez avec plus d'attention encore sur les travaux à faire pour parer aux fuites, fissures et attaques de termites. Vous rejoindrez les amis du XVe siècle et les pousserez à de nouvelles recherches à son sujet. Dans votre château, peut-être aurez-vous l'idée de vous aménager des coins plus vivables et de faire des cabanes « design » dans des espaces inchauffables ? Des entreprises, probablement, en feront déjà ? Vous les rejoindrez ou vous en créez une.

*Si vous avez hérité d'un château XVe et supportez de vivre dans des pièces froides et surdimensionnées, aucune raison d'être jaloux de votre performance. Ni que vous portiez le nom d'une grande famille. Ce n'est pas plus votre faute que d'avoir la peau sombre ou le poil roux. Dans une économie sans monnaie, le « nom » n'est plus indicatif d'une possible appartenance à la classe des exploités.*

☒ bien commun - bricolage - création d'entreprises

### **Et les cabanes, elle seront gratuites ?**

Pourquoi pas, si des usagers malins veulent tirer parti d'un espace comme celui d'un grenier ou d'un garage. Les banques de données vous diront tout de suite s'il y a les matériaux pour le faire et les économies réalisées en chauffage. Elles vous diront même la meilleure façon d'employer les matériaux nécessaires, sans dégrader l'environnement...

*La réponse serait la même à propos des meubles, des bijoux, des jolies choses, des sculptures, tableaux, de la musique, qui ont souvent besoin de très peu d'« entrants » matériels. Les amateurs ne s'investiront plus dans ces choses-là de la même façon, du fait que ce n'est plus de l'argent qu'elles tiennent leur valeur.*

*Comment et pourquoi faudrait-il empêcher ou s'empêcher de s'entourer de belles choses et même d'en inventer de nouvelles ?*

*Les créateurs, professionnels ou improvisés, n'ont jamais compté leur temps. La valeur d'une création, du point de vue de ce qu'elle apporte de créatif, n'a rien à voir avec les sous. Cette évidence, comme tant d'autres, est étranglée par l'argent, parce qu'il faut des sous pour vivre et se tailler une part sur le marché de l'art comme sur les autres, ou se faire remarquer en s'achetant les premiers la dernière mode.*

☒ recherche, don

### **Et si je veux avoir une automobile ?**

Il y a là aussi deux questions dans la question.

La première est relative à la propriété de l'auto. La réponse s'apparente à ce que nous avons dit au sujet du logement.

Observez comment ça se passe aujourd'hui. Obligation vous est faite de passer périodiquement votre véhicule au contrôle technique. Pourquoi ? Parce que le budget des propriétaires n'est pas toujours compatible avec la sécurité !

L'autre question touche à l'usage.

Demain comme aujourd'hui, du fait de la relocalisation, on devra moins se déplacer mais on se déplacera encore ! Il est donc tout à fait possible que vous deviez conduire plus souvent que d'autres un véhicule individuel. Dans les grosses entreprises de transports, les camions portent un nom - souvent un prénom féminin. Les chauffeurs finissent par « avoir » leur camion, une espèce de droit d'usage tacite de ce camion-là, et comme ils le connaissent mieux que des usagers intermittents, leur responsabilité en est majorée. De plus en plus d'usagers préfèrent louer qu'acheter. Après les vélos, des villes lancent la location de voitures. Les clients aiment bien monter dans une voiture qu'ils ont déjà utilisée. D'une fois sur l'autre ils comparent son état, et là encore les services compétents peuvent agir à temps.

*Avant de fabriquer des autos, on s'interrogera sur les usages qui les rendent indispensables. On n'aura aucune raison de faire des économies sur les meilleures conditions dans lesquelles on les produit. Leur compatibilité avec les ressources, la consommation en énergie, sera déterminée d'une manière autrement objective que lorsque des profits entrent en jeu, qui retardent la recherche ou les décrets anti-pollution. On ne vous fera plus croire que la voiture électrique, qui distingue les usagers capables de les acheter les premiers, est la merveille des merveilles écologiques.*

*Les fatwas écolos contre l'auto ne peuvent rien contre les profits monétaires que cette industrie produit. Ces profits ciblent des clients pour qui la possibilité fétichisée de faire du 180 est essentielle, et d'autres pour qui l'auto est un moyen de déplacement rendu obligatoire par l'extension des villes et la recherche de travail. On félicite l'économie de marché d'avoir « démocratisé » l'auto. Par vertu démocratique ? Ou parce que l'auto crée plein de postes de dépenses et de profits ? Supprimez l'argent, on y verra beaucoup plus clair.*

☒ fétichisation.

### **Comment ça se passe en cas de maladie, d'accident ?**

Fini le déficit de la Sécu pour des raisons bêtement comptables, qui n'ont rien à voir avec la santé mais au prix qu'il faut la payer. Fini les assurances qui spéculent sur l'angoisse. Vous pourrez pratiquer la prévention sans risquer de ruiner les laboratoires qui s'enrichissent de nos maladies. Vous ne « devrez » plus économiser sur les conditions de travail qui font mourir avant l'heure et détruisent la qualité des sols, de l'air et de l'eau. Vous ne « devrez » plus employer des pesticides ou abaisser constamment la qualité des produits alimentaires, tout comme celle des autres produits, parce que ça coûte moins cher de le faire en masse. Combien de maladies sont dues à l'angoisse du budget, des dettes, des luttes sur les lieux de travail ? On connaît le prix de soigner, et qu'il ne cesse d'augmenter, mais à ce que coûte l'argent à la santé, qui s'y intéresse ? Qui a jamais osé le calculer ?

En cas d'accident, vous n'avez plus à vous assurer et payer l'assurance qui vous permettra de mieux vous soigner ou couvrir votre handicap. On n'a que trop tendance à oublier que l'assurance est un facteur de risques : je prends d'autant plus facilement des risques (et j'en fais prendre aux autres) que je suis « couvert ».

*Vaste sujet qui illustre sans doute mieux qu'un autre les méfaits de l'argent ! Il pourrait la recherche médicale et jusqu'au rapport entre le médecin et son client. De ce pourrissement, nous avons tous plein d'exemples vécus. Quand, de loin en loin la presse monte en épingle un médicament tueur ou l'influence d'un lobby de pharmaciens ou de spécialistes, l'arbre nous cache la forêt. L'argent pourrait la vocation à devenir médecin et le cursus même des études médicales. Sujets tabous du fait que « les patients » doivent se soumettre à l'avis des médecins dans des conditions qui rappellent la soumission dont jouissaient les prêtres.*

### Et pour les vacances, comment ça se passe ?

« Les vacances » s'imposent ou se vivent aujourd'hui sur le mode de la réparation, de l'oubli, de la revanche, de la récompense. Les nouvelles conditions d'investissement personnel changeront la donne. Que vous posiez la question des vacances avant celle du travail est symptomatique. Du fait de l'usage de l'argent, nous sommes asservis à la condition de salariés qui se revanchent de leur boulot avec les grigris consommatoires que leur salaire peut leur offrir.

*Le soleil, la mer, la navigation, le cheval, seront probablement encore attractifs. Mais vous pourrez en disposer ou en faire toute l'année. Les migrations estivales encouragées pour rapporter des gros sous, c'est fini. Les indigènes du Languedoc ou d'Egypte ne verront plus arriver des hordes de vacanciers, excusés par les kopecks qu'ils leur laissent. Elles ne seront plus gâchés parce que le seul moment où on pouvait se les offrir, il n'a pas cessé de pleuvoir, ou parce que les aiguilleurs du ciel ou les routiers du carburant ont fait grève.*

☒ les résidences secondaires. l'immigration

### Alors, pour le travail... ?

Dans les conditions actuelles, il y a cette fois trois questions dans votre question.

La première : qui va faire ce qu'il y a à faire s'il n'y a pas d'argent à gagner ? « Qui va ramasser les poubelles »...

La seconde question a trait à la motivation. Motivation personnelle - tous les travaux ne sont pas aussi attractifs - et collective. Elle interpelle sur « les paresseux ».

La troisième porte sur ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler l'organisation du travail. On pense aussitôt que, pour suppléer à l'« ordre » spontanément engendré par la concurrence monétaire, il va falloir planifier. Et qui planifiera, comment...

*Dans les conditions actuelles, les réponses n'ont rien de joyeux. Le travailleur doit avant tout rechercher un salaire, dans des entreprises qui se font concurrence et les travailleurs des croche-pieds pour garder leur emploi ou grimper dans la hiérarchie. L'intérêt du travail est second. Il faut distinguer - et récompenser ! - les fous de « travail » de ceux qu'il affole, et décider quelles régions sont les mieux placées pour produire quoi.*

*Vu à travers les conditions actuelles, l'avenir ne peut que grossir les défauts du présent, avec des chefs et des exécutants stressés, des travailleurs qui se vengent par le travail lui-même des limites qu'il impose à leur développement personnel, ou pour qui il est un instrument de décharge de compulsions névrotique. On s'attend donc « normalement » à un Etat totalitaire mondialisé conduit par des gens que leur élection ou leur appartenance à l'oligarchie rend de plus en plus étrangers aux problèmes concrets du clampin de base.*

*Mais ce qu'on prend pour les conditions actuelles, en fait, ne tient pas compte et résiste à des choses déjà faisables, qui sont là, parfois depuis longtemps et que l'abolition de l'argent va enfin libérer. Cette libération, nous l'illustrons en reprenant dans l'ordre les questions cachées dans la question principale.*

### **« Qui va ramasser les poubelles » ?**

Un film sur le sujet montre des ouvriers gantés, casqués, sportifs, malins, bondissant avec élégance sur leur marchepied où, dans le même mouvement, ils appuient sur des boutons de commande. Ils agissent dans un esprit d'équipe, sélectionnent avec intelligence ce que la benne peut broyer et ce qu'un autre service va ramasser. Ils parlent de leur travail sans complexe et disent trouver avantage de se lever tôt et d'avoir une longue fin de journée à eux. Ils font penser à des pêcheurs et des infirmières, qui eux aussi touchent continuellement des choses pas très propres auxquelles ils doivent faire attention tout en allant très vite. C'est tout un art...

Un témoignage personnel : le lendemain d'un procès de Bové qui avait rempli Millau de manifestants, les bacs de ramassage étaient bourrés ou manquants. Il y avait donc au matin beaucoup de déchets, partout. La mairie refusait de mobiliser les employés de la ville un jour de congé. Les organisateurs ont relevé le défi et fait donner la sono. En moins d'une demi-heure toutes les canettes et bouteilles étaient regroupées.

Ce genre d'opérations est devenu courant dans tous les rassemblements militants. La pénibilité de certaines activités s'abaisse constamment. Leur caractère humiliant disparaît. On n'entend plus « ce n'est pas à moi de le faire ». Ces messieurs participent aux travaux domestiques. Le niveau de responsabilité augmente (papiers par terre, tri sélectif, poussé jusqu'à celui des déchets organiques).

La quantité d'heures de travail nécessaire est en diminution constante. Aujourd'hui c'est principalement pour des soucis de rentabilité. Elle s'abaissera vertigineusement du fait que les ci-devant « travailleurs » feront tout ce qu'il faut pour qu'aucune activité ne soit pénible ou dégradante et pourront choisir de faire uniquement ce dont ils ont l'usage. Ils se reporteront sur des activités de recherche, et là... ils ne compteront plus leur temps ! Vous le savez : pour peu que vous soyez passionné pour une recherche quelconque ou bricoliez « à vos heures perdues », les gratifications que vous en retirez sont telles que « l'heure », ça ne veut plus rien dire...

*Entre l'époque où on aidait les élèves en difficulté en leur promettant un bel avenir de balayeurs et celui où un agent de surface est devenu un agent comme un autre, les conditions de travail se sont améliorées. Elles se seraient amélioré plus vite s'il n'avait pas fallu attendre d'avoir l'argent pour les équipements. Car il y avait déjà largement de quoi construire les bennes et protéger les ouvriers !*

*Aujourd'hui, c'est choses faite, mais attention : car si les conditions de travail que demandent « les poubelles » sont meilleures, elles n'en continuent pas moins d'être dévolues à des travailleurs dont « c'est le boulot ». Cette dévolution, cette façon de se défausser sur d'autres retarde le moment d'interroger l'usage qu'on a de ce genre de métiers ou d'activités et des conditions dans lesquelles ils s'exercent.*

*Seule une économie sans argent permet de conduire cette interrogation en temps réel.*

☒ formations professionnelles – défaussement

## **Paresse et motivation**

Dans une société où le salariat disparaît, *exit* les gratifications apportées par la rétribution en argent.

Il en reste encore au moins trois.

Les premières tiennent au fait même d'éprouver notre potentiel physique ou mental dans une activité quelconque. Une seconde série tient à l'intérêt intrinsèque de ce qu'on fait : l'intérêt technique ou du projet. Une troisième dérive de la façon dont nous reprenons en charge les usages qui font partie de notre identité, que ce soit pour les reproduire à l'identique, les améliorer ou en changer tout en restant fidèles à certains traits qui sont ceux de notre bassin d'usages.

Ces trois formes de gratifications sont actuellement asservies à la condition monétaire et à la division du travail qui en découle. L'intérêt de ce qui nous est donné à faire est insulté par l'obligation de le faire pour des raisons alimentaires-monétaires. Même ceux à qui « ça rapporte gros » en viennent à se mépriser. Ils sont tout les premiers conscients de ce qu'« avoir de l'argent » a de dérisoire et compensent en le jetant par les fenêtres.

Dans une société sans argent l'organisation du travail n'est plus pilotée et distordue par l'argent ni les puissances d'argent. Elle suit une tout autre logique. Peut-on même encore user du mot « travail » ?

*Les deux premières formes de gratification permettent de répondre à l'objection de l'Homme naturellement paresseux, qui fait pendant à celle de l'Homme fondamentalement utilitariste, naturellement orienté par l'égoïsme.*

*Vous ne verrez jamais personne rester longtemps sans rien faire. L'ennui vient vite.*

*Comment est-ce qu'on punit un délinquant ou un criminel ? En le privant d'activité bien plus qu'en l'enfermant. Il s'occupe à surveiller son territoire et ses voisins de cellules. Il accepte d'aller à l'atelier pour un salaire de misère.*

*Pour se sauver de la déprime, les chômeurs cherchent n'importe quoi pour s'occuper. Une économie sans argent ne les laissera jamais désœuvrés, aucune expérience n'étant plus empêchée pour des raisons d'argent.*

*La troisième forme de gratification est en relation directe avec le partage des activités, selon les formations professionnelles, la répartition géographique et la culture.*

*Elle résulte de la transformation des besoins et des contraintes de base en usages reconnus dans un certain bassin culturel. Car il faudra toujours manger, boire, se déplacer, mesurer, prévoir, se situer dans le temps, mais chaque peuple, chaque « bassin d'usages » trouve, invente comment à sa façon. Elle fait partie intégrante de l'identité sociale et individuelle. Nous en tirons une certaine fierté et des motifs de reconnaissance - ou de désaveu.*

*C'est à travers la transformation des contraintes de base – les « besoins » - en usages que chacun de nous a le sentiment de faire quelque chose d'utile. L'initiative de cette transformation et de son partage est de plus en plus à la merci de spécialistes « formés » pour savoir mieux que personne les meilleures façons de faire et qui les « améliorent » constamment, en conservant les critères qui ont présidé à leur formation, parmi lesquels, en première ligne, favoriser les profits monétaires et les avantages acquis.*

*L'usage de l'argent - le maintien ou la croissance des profits - place donc la majorité des usagers en situation seconde, mineure, commandée. Aucune maîtrise sérieuse des usages n'est pensable dès que l'argent intervient.*

*L'abaissement de la quantité de travail nécessaire et ne plus pouvoir se défausser sur d'autres des tâches pénibles rendra le travail plus « humain ». Le partage des activités en sera facilité. Il instaurera une sorte de butinage ou « papillonnage » d'une activité à l'autre, de registres d'opérations à d'autres, dont la logique pratique, aussi divers que soient les buts poursuivis, est commune à toutes. Il permettra de s'interroger en tout premier lieu sur le succès de l'opération, bien sûr, mais aussi, et enfin librement, sur la raison de faire cet objet-là, d'offrir tel service : s'ils répondent bien à ce qu'on en attend.*

*☒ organisation. transversalité des opérations. démocratie*

### ***Tout le monde ne peut quand même pas faire n'importe quoi !*<sup>2</sup>**

Il n'a jamais été et ne sera jamais possible, sous aucun régime, de faire « n'importe quoi », ne serait-ce que pour des questions de taille, de poids ou de genre ! Quel que soit le régime, les techniques, les machines, l'instruction, améliorent constamment l'accès à la plupart des tâches et l'accès des filles à toutes les professions progresse constamment. La possibilité de cet accès est reçue comme un élément de liberté.

L'objection soulève un problème constamment refoulé, celui de la division du travail, de son organisation, que nous proposons de voir sous l'angle du « partage des initiatives » - ou *des expériences*, nous y reviendrons. L'abolition de la monnaie permet d'engager à ce sujet des pratiques autrement fécondes que celles auxquelles nous sommes voués aujourd'hui. Citons-en seulement deux.

---

<sup>2</sup> Cette objection pourrait figurer dans le troisième tiroir (questions suggérées par les réponses). Nous l'avons maintenue ici du fait qu'elle surgit si spontanément et avec tant d'« évidence » que ne pas y répondre aussitôt semble bloquer l'entretien. Devoir « faire n'importe quoi » est en effet ressenti, tout particulièrement en période de chômage croissant, comme la toute première et la plus douloureuse conséquence de la perte d'emploi, quasiment avant la baisse des revenus.

La première concerne ce qu'on appelle « la formation » des usagers, en phase avec ce que nous avons évoqué en parlant de butinage ou papillonnage. La seconde touche à la « raison » de produire ceci plutôt que cela, la raison d'usage, la logique des usages, de leurs contraintes et inventions matérielles ou culturelles.

Dans le cadre d'une abolition de la monnaie, elles dégagent le point aveugle d'une démocratie où les usagers sont privés de la maîtrise de leurs usages puisque c'est la rentabilité qui décide et que cette maîtrise y est pratiquement réduite à celle des dépenses, traduites en termes monétaires, plaisir compris. Une traduction qui rend indifférent à l'emploi des ressources humaines et naturelles quand celles-ci « ne coûtent rien » (comme « les indigènes » coloniaux, l'air, l'eau, le vivant).

*Aujourd'hui déjà, nous tenons nos gratifications les plus fortes de réussir quelque chose que nous n'avions encore jamais fait ou de le faire en introduisant des procédures nouvelles. La circulation de l'argent a creusé de véritables tranchées, où il n'y a que « ça » à faire parce que le profit que « ça » fait apporte une sorte de protection. Jusqu'à ce que les profits manquent... Dans nos tranchées, nous surveillons jalousement les autres et les canardons sans pitié pour peu qu'ils réussissent monétairement mieux que nous ou proposent des techniques qui réduisent le temps de travail ou des rentes de situation.*

*Abolissez l'argent, fini la guerre de tranchées. L'échange est libéré de l'argent qu'il faut pour échanger. Je peux parler à n'importe qui sans devoir savoir s'il « vaut » monétairement et hiérarchiquement plus ou moins que moi. Nous pouvons découvrir à tout moment, en nous comme chez les autres, des capacités, intellectuelles, physiques, culturelles, que nous allons dépenser, éprouver, sans devoir compter, introduire, des considérations étrangères à ce qui est en jeu - la solution des contraintes primaires ou secondaires, celles induites par les débuts de solution. La notion même de dépense prend un tout autre sens.*

☒ formation des usagers. papillonnage. démocratie participative. dépense. gaspillage

### « L'organisation du travail »

Ce que nous « faisons », à titre personnel ou collectif, les productions auxquelles nous participons, directement ou non, est lié à deux ensembles de conditions.

Le premier tient aux usages établis dans certains bassins d'usages, eux-mêmes divisés en bassins plus favorables que d'autres pour satisfaire la demande en fruits et légumes, en automobiles, en vêtements, chaussures... La spécialisation de certaines régions dans telle production est imposée par les profits monétaires supérieurs dus à la concentration agricole ou industrielle. Les profits monétaires étant abolis, une forte relocalisation des activités devient possible, qui jouera en faveur de la capacité de s'investir dans un nombre plus grand d'activités.

Ne plus être astreint à l'obligation de faire des profits monétaires sur un marché concurrentiel et aléatoire rend aux peuples leur liberté de manœuvre au niveau du choix de leurs usages. Cette liberté de choix, la maîtrise de leurs usages par les usagers, choisir de « faire » ceci plutôt que cela - « la démocratie », en somme ! - ne peuvent pleinement exister que si on abolit l'argent, puisque c'est lui aujourd'hui qui commande dans le plus menu détail l'ensemble des opérations.

La second ensemble relève non plus de la division des ressources par régions mais de la division des opérations ou du « travail ».

La division actuelle est affermie par le fait que certains postes, plus difficiles à occuper, sont mieux payés que d'autres. Les raisons pratiques et les gratifications que nous recevons de notre position de « divisés du travail » dépendent largement de notre position d'agents monétaires et de celle qu'occupaient déjà nos parents.

Dans une société sans argent, ce que nous appelons « organisation du travail », au plan géographique ou capacitaire, ne vise plus à faire apparaître, avant toute chose, des soldes monétaires positifs. Elle s'applique à la capacité que chaque usager a de s'investir dans des activités très diverses. Elle l'y prépare dès son plus jeune âge par des moyens et enseignements adéquats, libérés de la perspective du « combien ça rapporte ». L'organisation du travail vise à donner à chacun le maximum d'initiative, d'expérience(s), au singulier et au pluriel, fondées l'usage des ressources humaines et naturelles, exclusivement, et non plus des ressources en capital.

Dans une économie sans argent l'organisation du travail déboîte de l'urgence, pour les entreprises, de s'adapter au marché monétaire, et, au plan politique, de la délégation de pouvoir à une classe dont le pouvoir s'arrête à gérer au mieux celui que donne l'argent, pour éviter les dégâts, les réparer ou en commettre de nouveaux. Fini le temps où on pouvait traiter les usagers de la planète, humains et autres, et la planète elle-même, comme du matériau livré à des « coups » plus ou moins profitables en termes monétaires et qui livraient les usagers comme des cobayes à des expériences cupides.

*L'invention du « travailleur » date de l'exploitation massive des exilés de l'intérieur, chassés de la terre, et des artisans dont le rendement ne pouvait suivre celui de l'industrialisation. Elle date de la prise de conscience d'une condition commune, celle de salariés qui ne peuvent lutter contre des salaires injustes qu'à condition de s'unir. L'abolition de l'argent a pour conséquence immédiate celle du « travailleur » au sens de « travailleur salarié », « divisé du travail » jusqu'au dedans de lui-même.*

*L'idée qu'abolir le salaire abolisse « le travailleur » ne semble incongrue que dans la mesure où toute activité est identifiée à un « travail » (à l'origine du mot : un supplice), compensé, pour l'esclave, par l'obtention de nourriture et de logement, et pour « le travailleur » par celle d'un salaire.*

*En résumé : l'abolition du salariat abolit la gratification salariale. Mais elle autorise de goûter pleinement aux trois autres. Elle engrène sur une toute autre forme d'éducation. Elle renouvelle de fond en comble ce qu'on appelle « formation professionnelle ». Elle la coiffe de la capacité d'interroger des usages.*

☒ travailleur. éducation. formation professionnelle. capacités. usologie

## **les unités d'action**

Observez comment les OPA (opérations publiques d'achat) lancées pour des motifs monétaires et accompagnées de « plans sociaux » conduisent à décloisonner les entreprises d'une même filière, aujourd'hui concurrentes.

Abolir l'argent permet de décloisonner toutes les entreprises de toutes les filières. Elle décloisonne donc aussi les savoirs-faire.

Aujourd'hui, une mairie, par exemple, doit s'occuper de plein de services à la fois. Elle n'y arrive pas, ne serait-ce que parce qu'il faudrait accroître le nombre des employés dans chaque service. L'absence de motivation particulière pour ce qu'ils font réduit leurs capacités de moitié.

Supprimez l'embauche sur la base salariale : les urgences devront quand même être satisfaites. Elles le seront sur la base du volontariat, et si les volontaires n'y connaissent rien, ils ne seront pas gênés d'appeler à l'aide, de demander conseil, ni de transmettre leur savoir-faire.

Coordonner ces différentes « unités d'action » s'imposera de soi-même, comme d'en créer de nouvelles, et on n'aura pas besoin de quémander des sous pour pourvoir les emplois. L'intérêt de l'activité, dans lequel la capacité de l'aménager, de se l'approprier, compte autant que le but, primera.

Adieu carottes, adieu bâton.

*A l'intérieur d'une même entreprise, aujourd'hui le partage horizontal des savoirs et l'émulation sont entravés par la concurrence interne. Les concurrents se gardent de transmettre ou n'ont pas l'autorité suffisante pour pousser dans un sens qui leur semblerait plus favorable. Ils se défont sur le chef de service ou le patron. L'embauche de personnel bloque l'évolution des pratiques. Elles évoluent d'une manière contrainte, quand de nouvelles techniques viennent tout bouleverser. Abolir l'argent conduit à la fois à faire l'économie d'emplois dépourvus d'initiative et maximiser les services de ceux qui s'investiront dans la résolution d'un problème.*

*Quand un nouveau arrive, il « voit » plein de choses auxquelles les anciens se sont habitués. Dans une économie sans argent l'acuité de ce regard en sera encore renforcée. L'éducation n'aura plus pour objet de former des gens qui savent tout ce qu'il faut savoir sur une tête d'épingle et oublier ce qu'il y a à côté. La transversalité des opérations sera mise au premier plan pour mieux comprendre ce que certaines ont d'unique. Les usagers « papillonneront » d'une entreprise à l'autre pour suivre ce qui s'y fait, à quoi ils ont déjà prêté la main et les conseils.*

*Il faut aussi prendre en compte la relocalisation autorisée par l'abolition de la monnaie et que des contraintes assumées séparément dans des centres éloignés vont réapparaître en force. Leur résolution simultanée fouettera l'imagination. Les sociologues de l'organisation se sont récemment avisés d'observer le fonctionnement des PME (petites et moyennes entreprises, moins de 50 participants) et des TPE (très petites entreprises : moins de 10). Ils s'étonnent que ça marche, qu'il y ait moins de conflits et plus de rendement individuel... La transversalité des opérations et la capacité d'initiative y opèrent plus facilement, spontanément qu'ailleurs.*

☒ transversalité, relocalisation

## « l'école »

Tout ce que nous entreprenons à titre personnel ou collectif constitue aujourd'hui déjà un vaste atelier où les essais et erreurs, les succès et les échecs servent « d'école ». Cette école était jusqu'à présent avant tout celle du profit - et si le profit n'arrivait pas de notre vivant, comme pour les inventeurs ou les artistes, il était repoussé à plus tard.

Le concept d'école (qui se conjugue avec celui d'expérience, au point qu'on peut les confondre) recouvre l'ensemble de la production sociale. Car que doit-on avant tout apprendre, « à l'école » dans son sens habituel ? Des savoirs-faire, en fonction des contraintes du moment, mais à savoir aussi « le faire » quand ces contraintes ont changé, ce qui ne manquera pas d'arriver ! A l'usage, le tout constitue une somme floue d'expériences dont l'emploi n'a rien d'automatique (« il y a de la marge »).

Les concepts d'école et d'expérience convergent dans la mise en observation de ce qui se fait là, inséparable de l'ouverture critique aux modifications. Si l'écran des profits monétaires sur lequel tout vient s'inscrire est retiré, vous êtes libre de concentrer vos observations sur les conséquences humaines et environnementales des usages établis tels qu'ils sont repris en charge par diverses entreprises. De quoi ça fait usage, dans quel environnement, de quoi d'autre est-ce que ça pourrait faire usage, dans un autre environnement ou qui en créerait un autre... ?

Les « unités d'action » prendront en compte les ressources disponibles et leur usage, leurs usages croisés, pour en tirer le meilleur parti avec la possibilité d'interrompre l'expérience sans menacer tout un bassin d'emplois.

Le « meilleur parti » ne sera plus contrôlé par les profits monétaires, qui « vérifient » si l'expérience est juteuse et ne desserrent pas l'emprise des puissants. Il sera jugé à l'expérience que chaque projet « ouvre », et surtout au fait qu'on la maîtrise ou pas. Le seul « il faut » pensable en économie sans monnaie est le respect de cette ouverture et la capacité de suspendre l'expérience - son « jugement » - à tout moment et en tous lieux.

*Pour résumer : qu'il s'agisse d'une fabrication, d'un service, d'une recherche, elle sera « décidée » à titre d'expérience et c'est l'expérience, son contrôle continu, qui décidera de la suite. L'expérience décidera là où elle a lieu. S'il faut arrêter, modifier, tout le monde pourra dire son mot et surveiller la suite avec le maximum d'humour, car il sera admis, partout, toujours, qu'on n'est jamais sûr de rien. Vous en garderez le contrôle. Vous ne direz plus « je vais au travail » mais plutôt « je vais à l'école ».*

☒ données. éducation. usologie.

### **Dans votre affaire, qui décide de quoi ?**

Dans les conditions actuelles, décideurs et décisions sont « décidés » et au final *abstrait*, le terme n'est pas trop fort, par les hiérarchies et les tâches induites par la condition monétaire. Nous avons beaucoup de mal aujourd'hui à distinguer entre le sujet et l'objet de la décision, entre *celui qui décide*, comme le salarié décide de la cadence de ses gestes, comme le chef d'entreprise décide d'un programme et l'électeur de prendre part à l'établissement d'une majorité, et *ce dont on décide*, « de quoi », préfiguré, formaté, dans tous les cas, par le cadre où « la décision » intervient : celui de la monétarisation de toute chose et des décisions adoptées à la majorité des voix.

*Attachons-nous donc modestement à ce qui dans une économie sans monnaie devient faisable. On peut l'aborder de deux façons complémentaires : au sujet du contrôle continu des opérations ou de ce qui entre en jeu dans les opérations elles-mêmes.*

*Dans une économie où l'argent ne commande plus, ce que nous appelons « décisions » ne peuvent plus « être prises » ou « se prendre » - et nous avec - de la même manière. Ce dont on « décide » n'a plus à voir avec un droit de vivre soumis aux profits monétaires - où il faut un salaire pour avoir le droit de manger et où réfléchir relève du luxe. Dans une économie sans argent, le fait que les ci-devant travailleurs ne participent à une entreprise qu'à condition d'être motivés par plus de liberté matérielle et moins de dépenses, d'y avoir des initiatives, un contrôle des opérations en temps réel, le « qui » et le « quoi » de la question ne font plus les mêmes et doivent donc être examinés à nouveaux frais, comme nous avons commencé à le faire avec « le travailleur ».*

### **Si ce n'est plus l'argent qui décide et contrôle, c'est ce qui le remplace ? Vos codes-barres ?!**

Les informations quantitatives soumises à l'usage de l'argent commandent intimement nos existences et la démocratie. Elles sont coiffées par les prix. Sous leur képi, qui les établit ? Comment sont-ils calculés ? Ils spéculent sur la rareté, réduisent n'importe quoi, n'importe qui, au « prix » qu'il vaut. Les codes-barres à l'inverse singularisent les articles. Ces codes-barres, ceux qui savent les lire, aujourd'hui déjà, sont attentifs au premier chiffre, qui indique le pays d'origine, et ils éliminent de leurs achats certains articles.

Les codes-barres sont la partie la plus visible d'une informatisation des données qui permet de savoir en temps réel le volume des matériaux et de l'énergie employés, les risques de rupture d'approvisionnement, l'orientation données aux usages, via des achats qui aujourd'hui répondent avant tout aux exigences de profits. Vous en faites usage comme nous. Au lieu de les dénoncer, appropriez-vous-en plutôt l'usage !

Qui se plaint de savoir s'il y a un train à telle date et une place pour lui ? Des prévisions météo ? De la création assistée par ordinateur qui économise des matériaux, du temps, des efforts, des risques, fait apparaître de nouvelles capacités, des synergies ou des incompatibilités d'usages ? Dans une économie sans argent, les informaticiens n'auront plus à ruser avec la police multiforme des profits monétaires. Une police dont le fichage policier est la conséquence directe, mais qui fait le rapport ?

*Les codes-barres (et ce qui bientôt les remplacera) informent sur la provenance d'un article, ce qu'il y a dedans. Ils pourraient déjà indexer les produits en fonction de leur compatibilité avec l'environnement, de leur renouvelabilité, de la pénibilité, des progrès en cours pour réduire l'emballage, la consommation d'énergie, de pollution, de recyclage.*

*En tant qu'acheteur aussi bien qu'en tant qu'entrepreneur, la première chose que vous cherchez, c'est le prix que ça va se vendre ou coûter. Fabriquer des prix c'est faire allégeance au Marché. Et au mépris aussi. Car derrière le prix, on peut mettre n'importe quoi. Comme beaucoup croient que le prix est un indice de qualité, les fabricants vendent donc souvent plus cher, et vous pouvez trouver leur article vendu du simple au double d'un magasin à l'autre. L'usage de l'argent entretient un climat de secret, de ruses, de mépris des clients jugés assez stupides pour être appâtés par un prix à 9,95. « La vérité des prix » est une usine à brouillard.*

☒ fichage policier. rareté. codes-barres

### **Mais ce sont quand même des gens qui vont décider ? Comment ? Où ?**

Rapidement, car nous y reviendrons.

Au sujet du « comment », « les gens » décideront en fonction de l'expérience que constitue toute entreprise. Nous l'avons toujours fait. Sauf que l'informatisation autorise aujourd'hui une utilisation et un contrôle continu et déconcentré des données et des résultats. Abolir l'argent changera les banques en banques de données. Elles feront leur profit d'informations sur des données matérielles et immatérielles qui n'étaient jusqu'ici prises en compte que si elles entraient dans le calcul des profits. Du fait que la concurrence marchande est abolie, toutes sortes de « croisements » auront lieu entre des entreprises qui répondent aux usages en vigueur ou en honneur dans certains bassins d'usages - culturels ou géographiques, peu importe ici. L'expérience et son contrôle en seront enrichis.

Au sujet du « qui » : l'abolition du salariat n'empêchera ni ne dispensera les usagers de s'investir dans des activités indispensables comme fabriquer des chaussures ou produire des fruits et légumes. Mais ils ne s'y investiront plus dans les mêmes conditions. Du fait qu'ils sont soumis à un salaire, quand les opérations sont mal organisées, ils le taisent, ils s'en arrangent, râlent, plaisantent et fayotent. Ni les informations pourtant utiles, ni les râleries ne remontent jusqu'à la direction, qui crée des emplois tout exprès pour le savoir et convaincre les employés d'oublier leurs frustrations et les persuader qu'ils sont importants-courageux, ô combien, mais là où ils sont et comme on le leur donne à le faire.

Dans les entreprises où ils apporteront ce qu'on n'osera plus appeler leur « force de travail », les ci-devant travailleurs ne viendront et ne resteront que s'ils s'y trouvent bien et s'ils sont convaincus de faire utile, sain, durable et beau. Ils voudront faire encore plus utile, plus sain, durable et beau, et ne se sentiront pas menacés à l'annonce de procédés qui vont dans ce sens. Ils y trouveront matière à émulation.

Venons-en au « où ». Les décisions auront lieu comme à présent, là où l'expérience a lieu, là où elle se construit, où des « plaques » d'activités se constituent, se jouxtent, se superposent, à ceci près que la façon dont ces plaques jouent entre elles, localement ou à l'échelle mondiale, ne sera plus commandé, gêné, par des considérations de profits, de concurrence monétaire et de pouvoir monnayé, celui-là, en bulletins de vote.

*Dans une économie sans argent, les savoirs-faire, leur acquisition, leurs effectivité, les usages qu'ils honorent, l'invention de nouveaux usages, la critique permanente et la réflexion au sujet des usages que nous faisons des contraintes de base, manger, communiquer, organiser... - deviennent le « lieu » privilégié et déconcentré des « décisions ». On ne cesse d'y apprendre. On peut donc identifier cet ensemble à « une école ». Elle remplace les parlements et leurs élus coupés du terrain.*

### **Mais comment mettre tout le monde d'accord ?**

Est-ce qu'on y arrive dans une société fondée sur les profits monétaires ? Si « oui », admettez que c'est un drôle d'accord, fondé une fois de plus sur la loi du plus fort, du plus fort en suffrages, comme si le nombre de voix obtenues prouvait la qualité de ceux qui font des promesses qu'aucune loi ne les oblige à tenir.

Dans une économie fondée sur les ressources il ne s'agit plus « d'accord » ou « pas d'accord », qui impliquent la sujétion à un pouvoir extérieur, celui de l'argent, imposé par l'oligarchie et les élus qui lui font allégeance. Il s'agit de « faisable ou pas » et du contrôle continu, transparent, de l'usage des ressources. Le verrouillage par l'argent ayant sauté, l'expérience en est du même coup libérée. Fin des entreprises lancées en force, sans calculer leur impact écologique et social. Contrôle continu des usages. Réserve et modestie.

La perspective d'abolir l'argent ne peut faire l'économie d'un débat sur l'abolition des décisions prises à la majorité des voix. Décider à la majorité introduit en effet des éléments pervers dans le déroulement des opérations. Abolir la monnaie permet de les éviter. Coupler les deux abolitions semble donc logique.

*Le nombre est le marc de café des Temps modernes. Penser en termes de majorité, comme penser en termes monétaires, coiffe la violence physique par celle du chiffre. « La raison du plus fort » est encore plus forte quand elle a été votée. Sa police, son armée, ses prisons, en sont légitimées.*

*Dans une société régie par l'argent, toute mini ou macro décision est jugée à la façon dont elle s'accommode de l'obligation de faire croître les profits monétaires. L'insécurité des ressources alimentaires ou matérielles est accrue par la spéculation sur les prix.*

*Dans la perspective où l'argent a été aboli son critère ne joue plus pour décider ni pour hiérarchiser les sphères de décisions en sphère privée, grande consommatrice d'alcool moral, et sphères responsables, qui forcent elles aussi sur la moraline pour justifier la bonne marche du crédit, l'apurement des dettes, la raison d'Etat.*

*Vous n'« emporterez » plus une décision comme on emporte un objet payé. L'informatisation des données et des croisements usologiques offre à tous et objectivement une image de la situation, là encore : si les décisions sont prises à la majorité, et même pour des durées très brèves, on devra les boire jusqu'à la lie, avec pour effet d'en prendre ensuite l'exact contre-pied, d'où des jeux de balancier coûteux, émotionnellement et matériellement.*

*Dans le cas où les décisions ne sont plus prises à la majorité, l'informatisation des données rend aux participants les pleins et entiers contrôle et inventivité de leurs actes, avec d'autant plus de liberté sur leurs effets qu'ils sont sous contrôle permanent. Les partenaires sont et restent des partenaires, dans un exercice d'équilibre où personne n'a raison et ne peut imposer son opinion par quelque moyen que ce soit, la force pure, persuasive, la séduction, le lobbying... Comment ça s'organise... ? Nous y reviendrons à propos de la transition.*

☒ majoritarisme. raison. croisements usologiques

☒

**Et maintenant... à nous de poser des questions !**

**Comment** les candidats aux élections comptent-ils rendre effectives les « mesures » qu'ils disent vouloir prendre contre

le financement des partis  
l'usage des drogues  
la corruption  
les rétro-commissions  
les paradis fiscaux  
l'aggravation de la dette publique  
la déchéance du service public  
celle de la recherche fondamentale  
le non-remplacement  
des enseignants...  
des fonctionnaires...  
le recul de la langue française  
le trou de la Sécu  
la pression des laboratoires médicaux  
les OGM  
l'insécurité, les mafias...

**Comment**, s'ils conservent le cadre monétaire qui crée et entretient en permanence les problèmes qu'ils dénoncent en toute démagogie ?

DOIT VENIR IMMEDIATEMENT APRES  
un LEXIQUE  
limité aux renvois de cette première partie.

Les lexiques correspondant à chacun des « tiroirs »  
seront repris dans un LEXIQUE général par la suite.

2e tiroir :

**la transition**

*La transition sera abordée de plusieurs façons.*

- 1. comment opérer concrètement le passage*
- 2. ce qui provoquera à en finir avec le modèle actuel*
- 3. ce qu'il faut éviter ou les orientations à prendre dès le départ*

3e tiroir :

**objections majeures**